

Une ONG plaide pour une gestion publique et participative

Dossier de la rédaction de H2o
April 2023

Le Forum social sénégalais (FSS) plaide pour un retour à la "gestion publique, communautaire et participative" de la question de l'eau pour une meilleure implication des populations dans le pilotage de cette denrée vitale. "La gestion de l'eau doit être publique, communautaire et participative [...] parce que toute gestion qui s'appuie sur une déléguation pourrait évoluer vers la privatisation", a dit Mamadou Mignane Diouf, coordonnateur du FSS, affilié au Forum social mondial. Le Forum social sénégalais rencontrait des journalistes pour donner son "analyse des trois ans de gestion de l'eau au Sénégal, sous le contrat d'affermage de Suez pour une durée de 15 ans". Dans cette perspective, le porte-parole a insisté, "nous reaffirmons notre option de retourner à une gestion publique, communautaire et participative de l'eau". Selon lui, cette option communautaire devrait impliquer les collectivités territoriales. "Elle aurait l'avantage de mieux responsabiliser les populations dans la gestion de l'eau, une source de vie, et non des profits à réaliser." Interrogé sur la gestion de l'eau par le groupe français Suez, le coordonnateur du Forum social estime que les trois ans de déléguation, "ne [leur] donne pas encore satisfaction, même s'il y a des efforts qui ont été faits". Il plaide ici pour la présence des travailleurs au conseil d'administration et la cession de 11 % des actions au personnel travailleur de la Sen-Eau. Concernant la perte cumulée de 17 milliards de FCFA durant ces trois années d'exercice, M. Diouf demande "ce que cette baisse de performance, vraie et simultanée, ne soit un prétexte pour augmenter le prix de l'eau au Sénégal". Contacté par l'APS, le service presse et communication de la Sen-Eau a préféré ne pas donner suite aux différentes alléguations du Forum social sénégalais.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - Africa